



energies  
**POUR L'AFRIQUE**

RAPPORT  
D'ACTIVITÉ  
2015





## Sommaire

Rapport, après 12 mois d'activité	Page 3
Un grand mouvement international est en marche	10
Pour l'Europe : l'heure du choix. Pour la France : l'heure de l'engagement	12
32 raisons pour une décision européenne forte, immédiate et un engagement pour la France	14
Ce qu'il reste à faire au 1 <sup>er</sup> avril 2016 : processus et projet de calendrier	18
Annexe 1 : Carte des Chefs d'État africains rencontrés personnellement	20
Annexe 2 : Chefs d'État et de Gouvernement africains avec lesquels il y a eu de nombreuses réunions approfondies	21
Annexe 3 : Rencontres avec les organisations régionales et continentales africaines	22
Annexe 4 : Rencontres avec les instances Internationales	23
Annexe 5 : Rencontres avec les instances européennes et les pays européens	24
Annexe 6 : Réunions aux États-Unis	26
Annexe 7 : Initiative Energies pour l'Afrique <i>La Lumière et l'Électricité pour tous, un droit universel</i> Texte de base qui a été validé par les principaux partenaires	27
Annexes 8 : Principaux textes et délibérations	31
Annexe 9 : Un mouvement d'opinion très large	39
Annexe 10 : Les partenaires de la Fondation	40
Annexe 11 : Le Conseil d'administration et l'équipe du projet	41
Annexe 12 : Comptes 2015 - Répartition et utilisation des ressources	42
Annexe 13 : Carte des taux d'accès à l'électricité en Afrique en 2013	43



08-01

Déplacement  
à Libreville,  
Gabon



22-01

Tournée :  
Mauritanie,  
Bénin, Togo



30-01

Déplacement  
à Addis Abeba,  
Ethiopie



09-02

Déplacement  
à Abidjan,  
Côte d'Ivoire

# Toutes les conditions pour le lancement concret, opérationnel, d'un plan massif d'électrification du continent africain sont maintenant réunies.



À mi-chemin du délai que nous nous étions fixés le 3 mars 2015 à Paris lors de notre réunion en présence du Président de la République, le projet porté par les Chefs d'États africains pour un plan urgent et massif d'électrification du continent semble maintenant raisonnablement possible.

La création d'un Fonds de Soutien à l'Électrification de l'Afrique est en cours et pourrait voir le jour cet été.

En effet, le constat de l'urgence à agir est unanimement partagé.

- La solution proposée par les Chefs d'État africains fait maintenant l'unanimité.
- Un grand mouvement international est en marche.
- Le déclenchement de ce plan dépend de l'Europe : pour elle c'est l'heure du choix et pour la France l'heure de l'engagement.

Après 750 000 km parcourus et plus de 250 réunions en Afrique, en Europe, aux États-Unis, et dans la péninsule arabique, permettez-nous de faire le point d'avancement, ce qui a été fait, ce qui reste à faire et un objectif de calendrier pour démarrer début 2017.



03-03

Lancement de l'association à l'Hôtel de Marigny, Paris

12-03

Forum de Crans Montana à Dakhla, Maroc

18-03

Rencontre avec le groupe des Ambassadeurs africains

19-03

Déplacement à Ouagadougou, Burkina Faso

À la demande des dirigeants africains, nous avons analysé les raisons objectives d'une telle situation pour élaborer des propositions de solutions. Nous avons rencontré la **quasi-totalité des Chefs d'État en exercice** chez eux dans leurs capitales et avons particulièrement travaillé avec un groupe informel de Chefs d'État (annexes 1 et 2), naturellement la Présidente de la Commission de l'Union africaine Nkosazana Dlamini-Zuma, Madame la Ministre des Affaires Étrangères d'Afrique du Sud et Présidente du G77 ainsi que les 3 Présidents successifs de l'Union africaine :

- le Président Mohamed Ould Abdel Aziz, à Nouakchott, Président de la République de Mauritanie et Président de l'Union africaine en exercice en 2014,
- le Président Robert Mugabe à Harare, Président du Zimbabwe et Président de l'Union africaine en 2015,
- le Président Idriss Deby Itno, à N'Djamena, actuel Président en exercice de l'Union africaine et Président de la République du Tchad.



Nous avons également rencontré, les Ministres de l'énergie, la plupart des acteurs énergétiques du continent africain, les financeurs publics bilatéraux ou multilatéraux, les agences de développement internationales, les opérateurs privés, les financeurs internationaux et toute la communauté concernée y compris les partenaires indispensables : la Commission européenne et le Parlement européen, l'administration Obama et le Congrès américain ainsi que les membres de gouvernements européens.

Le travail a également été conduit avec la Banque Africaine de Développement (BAD), dans un premier temps avec le Président Donald Kaberuka et son équipe puis repris et amplifié par la nouvelle présidence de l'institution, assurée par Akinwumi Adesina qui s'est engagé résolument dans le New Deal Énergétique ainsi qu'avec les communautés CEEAC (Communauté Économique des États d'Afrique Centrale), CEDEAO (Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest), COMESA (Marché commun de l'Afrique orientale et australe) et SADC (Communauté de développement d'Afrique australe) se sont prononcées. Ce mouvement a permis également l'Africa Renewable Energy Initiative (AREI).

Le diagnostic est clair et a fait l'objet de la note Initiative Energies pour l'Afrique, approuvée par toutes les instances africaines: *La lumière et l'électricité pour tous, un besoin universel* (Annexe 7).



24-03

Conférence de presse  
à la Grande Mosquée  
de Paris

24-03

Réunion  
avec les ONG,  
au siège

25-03

Rencontre avec les membres du CIAN  
Audition par le groupe d'amitié France -  
Afrique du Sud à l'Assemblée Nationale

01-04

Déplacement  
à Harare,  
Zimbabwe

## Un constat unanimement partagé : l'urgence d'agir

Le constat est maintenant totalement partagé : l'Afrique, 1,2 milliards d'habitants, devra nourrir, former, loger, soigner, employer 1 milliard de nouveaux habitants d'ici 30 ans. À cette date un quart des actifs de la planète seront africains, population la plus jeune du monde, un atout pour le continent mais aussi un défi redoutable. De 1950 à 2050, la population d'Afrique subsaharienne aura été multipliée par 10, passant de 180 millions à 2 milliards d'habitants. Dans l'histoire de l'Humanité, aucune région du monde n'a jamais eu à connaître une croissance démographique d'une telle magnitude.

Les deux tiers de la population du continent, soit 650 millions d'Africains, n'ont pas accès à l'énergie et à la lumière alors que l'énergie est un prérequis pour l'accès à l'eau, à la santé, à l'éducation, à l'agriculture, à l'emploi de service et à l'emploi industriel, à la sécurité et à l'équilibre du territoire. Malgré des efforts de tous, notamment des dirigeants africains, 10 millions d'Africains de plus par an n'ont pas accès à l'énergie.

Cette situation n'est tenable ni pour l'Afrique, ni pour l'Europe, ni pour le reste du monde. Nous sommes à la croisée des chemins : un continent totalement électrifié sera un pôle de stabilité, de croissance majeure, permettant une économie endogène, créatrice d'emplois en Afrique, un très grand relais de croissance en Europe (la Commission européenne l'estime à plus de 2 points de croissance supplémentaire), profitant du double dividende démographique en nombre et en pouvoir d'achat.



À l'inverse la déstabilisation risque d'être extrêmement grave et ne s'arrêtera pas aux frontières de l'Afrique. Le risque est qu'elle se cumule et rencontre d'autres déstabilisations sur l'arc méditerranéen.

La démographie du continent africain pèsera sinon de manière dramatique comme objet de déstabilisation massif et conflictuel. Un exode rural s'intensifiera vers les sous régions africaines disposant d'un niveau d'électrification correct ainsi que vers l'Europe et le bassin méditerranéen, composé des réfugiés

climatiques, environnementaux, déplacés par la soif, la faim, la pauvreté et l'attrait de la lumière. Les États-Unis et la Chine sont également préoccupés par cette situation.

La combinaison de tous ces facteurs accentués par un accès à l'information totale (800 millions de portables) provoquera naturellement des migrations massives d'une ampleur inconnue dans l'histoire de l'Humanité.

07-04

Dîner en l'honneur  
du Président tunisien  
à l'Elysée

17-04

Conférence des  
maires africains  
à l'Hôtel de  
ville de Paris

06-05

Déplacement  
à Abidjan,  
Côte d'Ivoire

07-05

Déplacement  
à Addis Abeba,  
Ethiopie

Ce mouvement irréversible a déjà commencé, dans un premier temps de manière infra-africaine vers des grandes métropoles qui ne peuvent dans des conditions correctes assumer un tel afflux, risquant de véritables chaos urbains et bien entendu vers les zones apparaissant comme des eldorados.

**La plus grande migration de l'histoire du monde sera dès lors inévitable**, avec sa cohorte de drames et de chaos. La jeunesse africaine hésite entre espoir et révolte.

Les pays méditerranéens et les pays du Golfe, les États-Unis et la Chine sont tout aussi conscients des opportunités d'investissement en Afrique et à l'inverse des risques de déstabilisation du continent.

**Le formidable potentiel énergétique notamment en énergies renouvelables du continent africain, permettra l'installation du premier continent soutenable de l'Humanité :**

- La course contre la montre est enclenchée pour que les ressources énergétiques du continent et sa puissance démographique deviennent une force et non plus un frein à sa croissance.
- L'avenir de l'Afrique, de l'Europe, du bassin méditerranéen et de la péninsule arabique sont étroitement liés.
- La croissance européenne dépend en partie de la croissance africaine : l'énergie permettra une croissance stable et endogène en Afrique qui sera un véritable relais de croissance soutenue qui bénéficiera à l'Europe et au reste du monde ; c'est donc un plan de paix, de stabilité et de croissance.



19-05

Audition de Jean-Marie Bockel devant les sénateurs, au Sénat

20-05

Sommet des entreprises et du climat, Hôtel de Lassay, UNESCO, Paris

25-05

Déplacement à N'Djamena Délibération de la CEDEAO au Tchad

## Le rapport de synthèse est simple : la solution concrète est unanime

- 1 **Un plan massif d'électrification** sur l'intégralité du continent africain, en zones urbaines comme en zones rurales **est absolument vital et urgent.**
- 2 Il n'y a **aucune difficulté technologique** particulière pour y parvenir.
- 3 **Le continent possède le plus grand potentiel d'énergies renouvelables de la planète** sur l'ensemble des énergies renouvelables (solaire, géothermie, éolien, hydroélectricité, biomasse) le plus accessible au moindre coût. Pour autant, c'est le continent qui connaît le plus grand retard d'électrification. C'est le paradoxe africain.
- 4 **Les projets et avant-projets existent, permettant de faire passer le continent à 80% d'accès à l'énergie** (25% aujourd'hui) **en moins de 10 ans.** Ils sont connus et identifiés mais la plupart d'entre eux connaissent **un problème de soutenabilité financière et de bancabilité.** L'ensemble des **financements disponibles** prêts à être investis dans le potentiel énergétique du continent est **considérable** car le besoin est clair et massif. Toutefois il est nécessaire de sécuriser ces financements, potentiellement disponibles qui représentent un montant situé entre 200 et 250 milliards de dollars par une part marginale de subventions publiques internationales (les ressources publiques des États africains ne le permettant pas) de 50 milliards de dollars pour l'ensemble, soit **4 milliards par an durant 12 ans. Le chaînon manquant est un instrument spécialisé disposant d'un financement dédié garanti.**



Par ailleurs, il est nécessaire d'assurer le financement des coûts de pré-développement, notamment des études de pré-faisabilité et de faisabilité qui constituent la partie la plus risquée des investissements, ainsi que la rénovation et la maintenance des équipements existants obsolètes.

26-05  
Déplacement  
à Bamako, Mali



27-05  
Déplacement  
à Yaoundé,  
Cameroun

28-05  
Déplacement  
à Abidjan,  
Côte d'Ivoire



04-06  
Dîner de gala  
Cœur d'Ivoire  
Agir à Lille

La mobilisation des États africains, des organisations régionales, de la Direction énergie de l'Union africaine, des Power pools, des banques de développement et notamment de la BAD, la BEI, la BERD, les institutions spécialisées KFW, AFD, de la Banque Mondiale et du FMI, du Fonds Européen de Développement, des différentes initiatives Power Africa, SE4ALL, des différents fonds publics internationaux et privés, est très importante mais reste éparse et les critères d'accès aux financements internationaux publics et privés demeurent multiples et complexes.

C'est pour répondre à l'ensemble de cette problématique et en synthèse de tous les travaux que nous avons proposé **la création d'un Fonds de Soutien à l'Électrification de l'Afrique (FSEA) doté de la pleine personnalité juridique internationale**, pilotée par l'Afrique en partenariat avec l'Europe et les principaux donateurs.

**Les Chefs d'État et de Gouvernement africains ont soutenu cette proposition et adopté à l'unanimité, le 15 juin 2015, lors du sommet de l'Union africaine, le rapport du Président du NEPAD proposant la création d'un instrument dédié à l'accélération de l'électrification du continent africain.**

**Il s'agit d'un outil de soutien aux partenaires et bailleurs de fonds, au service des États et des projets, d'un vecteur de mobilisation de l'ensemble des capacités de financement privé, public, classique ou concessionnel, dans un cadre lisible et évaluable.**



**La structure du FSEA sera de haut niveau et légère** puisque qu'elle viendra en soutien des opérateurs et des financeurs habituels et ne procèdera pas à proprement parler à l'instruction des projets.

Le FSEA, institution **spécialisée, dirigée par les États africains dans les standards de gouvernance internationale** et dotée d'une ingénierie publique de haut niveau, sera amenée à :

- **Gérer le fonds de dotation de 4 milliards de dollars par an**, venant en soutien de toute la palette des financements, privés et publics, et en proposera le mixage (contrat de fiducie avec la BAD).
- **Coordonner et faciliter** l'accès à l'ensemble des financements internationaux, publics et privés et abonder en subventions les projets.
- **Mettre à la disposition des États qui le souhaitent** l'ingénierie administrative et publique et assurer la coordination de l'ensemble des partenariats pour permettre à ces pays d'atteindre leurs objectifs.
- **Intervenir sur tout le continent africain sans exception**, même si elle priorisera les projets des 34 pays les moins avancés.

Le FSEA ciblera son action et ses financements prioritairement sur les projets d'énergie renouvelable, d'efficacité énergétique, de distribution, de transport d'électricité et de remise en état des installations existantes obsolètes afin de permettre une électrification massive, faisant passer le continent subsaharien de 25 à 80% en dix ans.

**La priorité sera donnée aux énergies renouvelables et à leur formidable potentiel :** l'hydraulique, le solaire photovoltaïque ou thermodynamique, les éoliennes, la géothermie, la biomasse. Les énergies fossiles ne seront soutenues que si elles sont nécessaires à l'équilibre et à l'optimisation du système électrique, à la sécurité d'approvisionnement, aux secours, à la stabilité du réseau, et marginalement, quand la situation particulière d'un pays l'impose.

En tout état de cause, les décisions seront prises par le conseil d'administration du FSEA représentant l'ensemble des pays africains membres.

**La création du Fonds de Soutien à l'Électrification de l'Afrique est l'affirmation unanime des dirigeants africains que l'électrification est une priorité absolue, un symbole de leur volonté politique inébranlable, adressant un signal mobilisateur indispensable aux investisseurs, partenaires du développement, ainsi qu'un signal clair à leurs peuples pour lesquels l'accès à ce bien de première nécessité est un droit fondamental.**



07-07  
Global Conference 2015 - Les Ateliers de la Terre, à Chantilly



25-08  
Discours de François Hollande à l'occasion de la Semaine des Ambassadeurs, à l'Élysée

# Un grand mouvement international est en marche



Nous avons porté **ce message en Afrique, en Europe, aux États-Unis et dans la péninsule arabique.**

Cette plaidoirie formalisée par un texte court **Énergies pour l'Afrique** (Annexe 7) a **été présentée à tous les Chefs d'État africains séparément puis collectivement** au Sommet des Chefs d'État de l'Union africaine de juin 2015, au Parlement panafricain, à la Commission européenne, au Parlement européen, à la Banque mondiale, au Fonds Monétaire International (FMI) et dans toutes les instances internationales, notamment à l'occasion des entretiens passés avec le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon, le vice-Président de l'Afrique pour la Banque mondiale Makhtar Diop et le vice-Président du Fonds Monétaire International (Annexe 1 à 6).

## *Une dynamique puissante, unanime et concrète*

L'ensemble de ces démarches, réunions de travail et mobilisation, ont permis d'obtenir de nombreuses avancées :

- **une position unanime des 54 Chefs d'État**, le 15 juin 2015 dans le cadre du Sommet de l'Union africaine, sur présentation du Président Macky Sall, Président du NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) rappelant la priorité absolue à l'énergie, la création d'un instrument dédié doté de 5 milliards de dollars de subventions par an, pendant 10 ans, grâce à la solidarité internationale,



26-08

Université d'été  
du MEDEF, à  
Jouy en Josas



27-08

Déplacement  
à Malabo,  
Guinée Equatoriale



30-08

Déplacement  
à Libreville,  
Gabon



02-09

Petit déjeuner avec  
les partenaires,  
au siège

- un vote unanime du Parlement panafricain, le 7 octobre 2015,
- **la lettre commune des Chefs d'État africains** adressée au Président de la COP21, le 1<sup>er</sup> décembre 2015, confirmant cette volonté unanime,
- **l'engagement du gouvernement français** de soutenir ce plan (pour la seule partie française, 2 milliards d'euros de subventions publiques pour l'énergie en Afrique, annoncé le 1<sup>er</sup> décembre 2015 par le Président François Hollande),
- **la déclaration de soutien de parlementaires européens,**
- **le soutien de l'Assemblée nationale et du Sénat français,**
- **l'inscription de l'électricité pour tous comme besoin universel et la nécessité de promouvoir l'énergie durable en particulier en Afrique (texte final de la COP21).**

Le tout s'inscrivant dans les engagements du Millénaire et les déclarations du G20.

Les Allemands, les Anglais, les Norvégiens et les Canadiens se sont également mobilisés financièrement.

Les nombreuses réunions aux États-Unis avec l'équipe du Président Barack Obama, les représentants du Congrès américain, Power Africa, entre autres, permettent d'accélérer la convergence au profit de ce grand plan de paix et d'énergie en Afrique avec une initiative Europe-Afrique (Annexe 6).

Les entretiens approfondis avec les grands fonds de la péninsule arabe sont également extrêmement prometteurs.

Le Congrès américain vient de sanctuariser le projet **Power Africa en le portant comme grande cause sous l'autorité du Président des États-Unis.**

La République populaire de Chine a fait part de ses engagements et contributions, le 3 décembre à Johannesburg, lors du Sommet Chine-Afrique.

**C'est maintenant à l'Europe de porter ce plan de Paix Énergie - Croissance.**



23-09

Conseil informel des Ministres en charge de l'énergie de l'Union Européenne, au Luxembourg



28-09

Inauguration du barrage hydroélectrique de Kaléta, en Guinée



05-10

Déplacement à Johannesburg, Afrique du Sud

# Pour l'Europe : l'heure du choix Pour la France : l'heure de l'engagement



## *Un véritable projet politique pour l'Europe : un plan de paix énergie-croissance*

Face à ce défi, la course contre la montre est lancée. Chacun a pris ses responsabilités : les Chefs d'État africains, les États-Unis, la Chine. À l'Europe maintenant de porter ce plan.

La Commission européenne et de nombreux Chefs d'État européens souhaitaient une expression politique forte et unanime des Chefs d'État et de Gouvernement africains avec une proposition concrète, opérationnelle, traçable et évaluable.

- **Les 54 Chefs d'État et de Gouvernement africains ont pris leurs responsabilités, le 15 juin 2015 à Johannesburg**, en décidant de la création d'un instrument dédié pour l'accélération de l'électrification du continent africain.
- Dans la lettre du **1<sup>er</sup> décembre 2015**, les Chefs d'État ont précisé publiquement leur accord unanime.
- **Le 30 janvier 2016, au Sommet de l'Union africaine**, ils ont désigné un porte-parole coordinateur : **le Président de la République de Guinée, Alpha Condé**.
- Le Parlement panafricain a délibéré en apportant son soutien total, le **7 octobre 2015**.

L'Union européenne est la plus concernée par les enjeux africains : sa proximité linguistique, culturelle, géographique et quasiment familiale. C'est elle qui bénéficiera en priorité d'une solide croissance africaine permise par l'électrification ou qui sera la première déstabilisée si la situation n'était pas traitée en urgence.

L'Union européenne est le premier contributeur en donations de l'Afrique subsaharienne. Les crédits votés ne sont pas tous utilisés faute de projets.

06-10

Déplacement  
à Kinshasa,  
RDC



07-10

Vote à l'unanimité du  
Parlement panafricain,  
à Johannesburg

15-10

Journées de  
l'économie,  
à Lyon

En outre, **l'électricité et l'eau représentent moins de 11%** du total effectivement utilisé. Pourtant l'Union européenne a pris des initiatives pertinentes : *ElectriFI* et le fonds d'ajustement de la Valette mais il s'agit de passer d'aides ponctuelles et éparses à un plan massif et coordonné, à un partenariat Europe-Afrique.

**En restant dans la maquette budgétaire** de l'Union européenne mais en mettant un focus appuyé de l'ordre de **2 à 3 milliards d'euros par an**, l'Europe permettra le véritable démarrage de ce plan concret et opérationnel avec des **financements identifiés, traçables, évaluables et vérifiables** (12 milliards d'euros d'ici 2020 sur les 70 milliards d'euros de l'ensemble des instruments de l'aide au développement). Grâce à l'Europe, **le continent africain connaîtra une croissance forte, endogène et stabilisatrice**. À défaut, des tensions, du nomadisme et des migrations massives d'une ampleur considérable seront au rendez-vous.

**L'Europe s'est mise en mouvement avec des réunions très positives avec la Commission européenne :**

- Neven Mimica, Commissaire à la Coopération internationale et au Développement
- Miguel Arias Canete, Commissaire à l'Action climatique et l'énergie
- Pierre Moscovici, Commissaire aux Affaires Économiques et Financières
- Dominique Ristori, Directeur général à l'Énergie
- Roberto Ridolfi, Responsable Croissance et développement
- Félix Fernandez-Shaw, Conseiller Afrique, Développement durable et Climat au cabinet de Frederica Mogherini, Haute Représentante de l'Union pour les Affaires Extérieures, Vice-Présidente de la Commission

**Les nombreux échanges à Bruxelles et à Strasbourg avec l'intergroupe du Parlement européen, les Présidents et vice-Présidents de groupes ainsi que devant l'Assemblée parlementaire paritaire Afrique-Caraïbes-Pacifique ont suscité une très forte adhésion.**

L'urgence commande l'action, le diagnostic et les solutions sont partagés par tous, les problèmes de gouvernance, de méthodologie et de cadrage financier sont résolus pour l'essentiel.

**La dernière étape est l'engagement politique de l'Union européenne (le Président de la Commission et le collège des Commissaires).**

**C'est un accord politique que doivent porter les Chefs d'État européens au premier rang desquels la France.**

**Cet accord sera historique.** L'Europe de la paix s'est construite autour de l'énergie et de la CECA, alors que se développait le processus des indépendances en Afrique.

Il s'agit d'un **deuxième plan de paix pour l'Europe et d'un deuxième processus d'indépendance pour l'Afrique, 50 ans après. Une réponse à tous les enjeux : pauvreté, climat, sécurité, alimentaire et immigration.**



# 32 raisons pour une décision européenne forte, immédiate et un engagement pour la France



- **Parce que les 54 pays qui composent le continent africain**, plus d'un milliard d'habitants, se sont organisés pour proposer un plan massif d'électrification du continent africain, l'énergie pour tous, en se dotant d'un outil unique, opérationnel, traçable et évaluable.  
**Cet outil commun unanime des pays africains est par ailleurs un outil d'intégration majeure du continent, indispensable à son développement.**
- **Parce que 700 millions d'Africains, soit 75% des subsahariens, n'ont pas accès à l'électricité**, préalable à l'accès à l'eau, à l'emploi, à la santé, à l'éducation, à la sécurité, à une industrie agroalimentaire.
- **Parce que les outils de communication se développent** (800 millions de portables), entraînant une migration massive et déstabilisante vers des grands chaos urbains puis évidemment vers l'Europe et la péninsule arabe.
- **Parce que l'Afrique, notre continent frère, culturellement, géographiquement, linguistiquement, à 14 km de l'Europe, connaîtra des migrations massives et irréversibles.** 5% de la population actuelle (50 millions) migrent vers l'Europe, ce qui représentera 10% de la population (200 millions) en 2050. Imaginer qu'il ne se passera rien est un véritable aveuglement. Cette situation sera non maîtrisable, y compris politiquement en Europe, même si ces tensions prendront des formes non définies.



03-11

Point presse au Conseil économique, social et environnemental



03-11

Appel du Président du Parlement panafricain à l'Assemblée Nationale



03-11

Exposition Lumières d'Afrique

- **Parce que d'ici à 30 ans, l'Afrique représentera un quart de la planète (près de 2,5 milliards d'habitants, soit 5 fois plus que l'Europe) et 40% des moins de 20 ans.**
- **Parce que cette jeunesse d'Afrique migrant vers la lumière, vers le rêve d'emploi, de musique, d'énergies, de vie meilleure sont des proies potentielles de tous les radicaux, les trafiquants, les déstabilisateurs de ces nations.**
- **Parce que l'Afrique souffre déjà concrètement du réchauffement climatique**, la gravité de l'impact du dérèglement climatique provoquée de fait par les économies des pays développés est considérable : vulnérabilité de l'agriculture, sécheresses, difficulté de l'accès à l'eau, pluies de plus en plus irrégulières, inondations, perturbation des écosystèmes et déforestation.
- **Parce que les conventions climat n'ont aucun sens si elles ne permettent pas concrètement de soutenir un plan massif d'électrification en énergies renouvelables, principal facteur de lutte contre la pauvreté et la précarité.** L'Europe, pour être cohérente avec cette déclaration de principe, doit soutenir le plus grand plan d'énergies renouvelables de l'Humanité, permettant l'établissement du premier continent à développement soutenable.
- **Parce que l'électrification massive du continent africain permettra la croissance et l'emploi en Afrique** et constitue **le premier relais de croissance et d'emploi pour l'économie européenne.**
- **Parce que c'est faisable technologiquement**, que les ressources en énergies renouvelables sont massives et diversifiées en Afrique, que les projets et les liquidités mondiales existent, mais que les moyens financiers marginaux (3 milliards d'euros par an pendant 10 ans) sont dérisoires au regard des enjeux pour une Europe dont le PIB annuel est de 18 000 milliards d'euros et le budget annuel de 145 milliards d'euros. La contribution de l'Europe peut être prise sur les crédits déjà votés ou fédérés au titre de l'aide au développement.
- **Parce que l'Europe, premier donateur d'aide au développement**, doit sortir d'une aide éparse, dispersée, sans priorité et sans évaluation réelle de son impact. **Il faut donc répondre à la demande prioritaire du continent africain : l'énergie.**

**Mais plus que tout, parce que c'est un plan de paix.**



- Parce que **c'est la lumière qui apporte la démocratie.**
- Parce que **Africains et Européens sommes frères** et que l'Europe c'est la fraternité.
- Parce que **la Méditerranée n'a pas vocation à devenir un cimetière de l'Humanité.** Parce que le rêve européen c'est la paix.
- Parce que **la jeunesse d'Europe a besoin d'un idéal. Parce que le repli nous guette.**
- Parce que l'Europe doit prendre **le leadership de l'Alliance Mondiale pour la Lumière.** Parce que chaque Européen, chaque jeune Européen de cette Europe tellement mélangée, sera fier de suivre pas à pas les progrès de la lumière et de l'énergie dans chaque foyer d'Afrique.
- Parce que **ce plan de paix et de lumière est une raison d'être ensemble, nous Européens.**
- Parce qu'il existe une très importante **communauté nord-africaine et subsaharienne qui vit en Europe.**
- Parce qu'il s'agit de **développement durable concret et pas d'une posture.**
- Parce que c'est **un plan de libération des femmes en Afrique.**
- Parce que les **Mamans d'Afrique sont épuisées** d'aller chercher l'eau et le bois et **déchirées** de voir leurs enfants partir vers la lumière.
- Parce qu'on ne pourra pas **dire aux générations futures qu'on ne savait pas.**
- Parce qu'il est **unique dans l'histoire des dirigeants politiques de pouvoir prendre une décision concrète, faisable, efficace, opérationnelle, fraternelle, et que c'est l'honneur de la politique européenne de pouvoir concrètement et réellement changer les choses.**
- Parce que c'est **la vocation de l'Europe** de porter ce message de paix, de lumière, d'énergie, de solidarité et de croissance.
- Parce que l'Europe, au delà de son rôle de donateur important dans l'aide au développement, doit avoir une **stratégie pour l'Afrique, un plan Europe-Afrique.**
- Parce que **le coût de l'inaction sera cent fois supérieur au coût de l'action** (morts, déstabilisation politique et sociale, crédits militaires) mais pour aider l'Europe à sa prise de décision, il faut la France.



**10-11**  
 Déjeuner de travail des chefs d'État africains avec François Hollande et conférence de presse, à l'Élysée



**11-11**  
 Sommet Europe-Afrique sur les migrations, à La Valette (Malte)

## Un engagement décisif de la France.

- Parce que c'est la **vocation de la France**, parce qu'on ne peut pas être la **France des Lumières sans soutenir un plan de lumière**.
- Parce que **800 millions de francophones à horizon 2050 seront essentiellement africains**.
- Parce que **nos liens de fraternité historiques, culturels et géographiques sont là**.
- Parce que **la France est un grand d'Europe**, un grand de l'Europe méditerranéenne, avec ses alliés, avec l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Croatie, la Roumanie, la Grèce, la Slovénie, la Bosnie, le Monténégro, l'Albanie...
- Parce que **la France a besoin de cohésion sociale**.
- Parce que c'est une **réponse aux principaux enjeux : pauvreté, climat, sécurité, alimentation, immigration, croissance et emploi**.

Quoi de plus beau pour la jeunesse de France de voir son pays soutenir un tel plan de paix et de lumière.



19-11  
Dîner de Gala  
Akuo Energy,  
à Paris



# Ce qu'il reste à faire au 1<sup>er</sup> avril 2016 : processus et projet de calendrier



Achever le travail technique et approfondi avec les équipes des directions générales de la Commission, afin d'étudier les conditions d'un focus extrêmement clair et précis, dans le cadre du FED, de l'ICD ; et accord sur le processus de financement direct du FSEA, le 8 avril à Paris et le 13 avril à Bruxelles : avant-projet de méthode et de gouvernance.

Présentation de ce travail aux trois Commissaires particulièrement en charge, les Commissaires Neven Mimica, Miguel Arias Canete et Pierre Moscovici

Présentation au collège des Commissaires sous l'autorité du Président Jean-Claude Juncker

Réunion entre le Président du Parlement européen Martin Schulz et le Président du Parlement panafricain Roger Nkodo Dang, en présence de Jean-Louis Borloo le 19 avril 2016

Présentation au Président Alpha Condé, en sa qualité de *coordinateur porte-parole* pour l'Afrique



**25-11**  
Déplacement  
au Parlement  
européen



**30-11**  
Intervention à la Commission  
du développement du  
Parlement européen



**01-12**  
Sommet Défi climatique et  
solutions africaines présidé  
par François Hollande,  
à Paris

Réunion de validation éventuelle, le 22 avril à New-York avec les Présidents François Hollande, Alpha Condé et Jean-Claude Juncker, en présence de Jean-Louis Borloo

Mobilisation des Chefs d'État et de Gouvernement européens autour de la France et de l'Italie

Présentation par le Président Alpha Condé à ses pairs et aux instances représentatives africaines

Validation des statuts du Fonds de Soutien à l'Électrification de l'Afrique

Délibération approuvant les statuts du Fonds lors du sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO le 4 juin 2016

Projet de contrat de fiducie entre le futur FSEA et la Banque Africaine de Développement

Délibération valant décision exécutoire de la création du FSEA lors du sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union africaine à Kigali le 17 juillet 2016

Soutien lors de la COP22 à Marrakech en décembre 2016

La COP22, COP de solutions par laquelle l'énergie pour tous dans le monde pourrait être l'accomplissement puisque au-delà de l'Afrique, 15 autres pays et les petites îles sont concernés. Après une audience que sa majesté, le Roi Mohammed VI, a bien voulu accorder, réunion de travail à Rabat avec le Ministre des Affaires étrangères Salaheddine Mezouar, le Ministre de l'Intérieur Mohammed Hassad et la Ministre de l'Environnement et du climat Hakima El Haite, le 25 mars 2016

Installation du FSEA en janvier 2017 qui devrait voir le lancement concret et opérationnel de ce plan de paix et de sécurité *Énergie - Croissance*, les Chefs d'État africains pouvant grâce à cette plateforme, instrument dédié, coordonner le plan de Paix *Énergie-Croissance* européen, le plan américain *Power Africa* et le soutien des autorités chinoises.

08-12

Petit déjeuner des  
Ministres africains (COP21)  
à l'Hôtel de Marigny

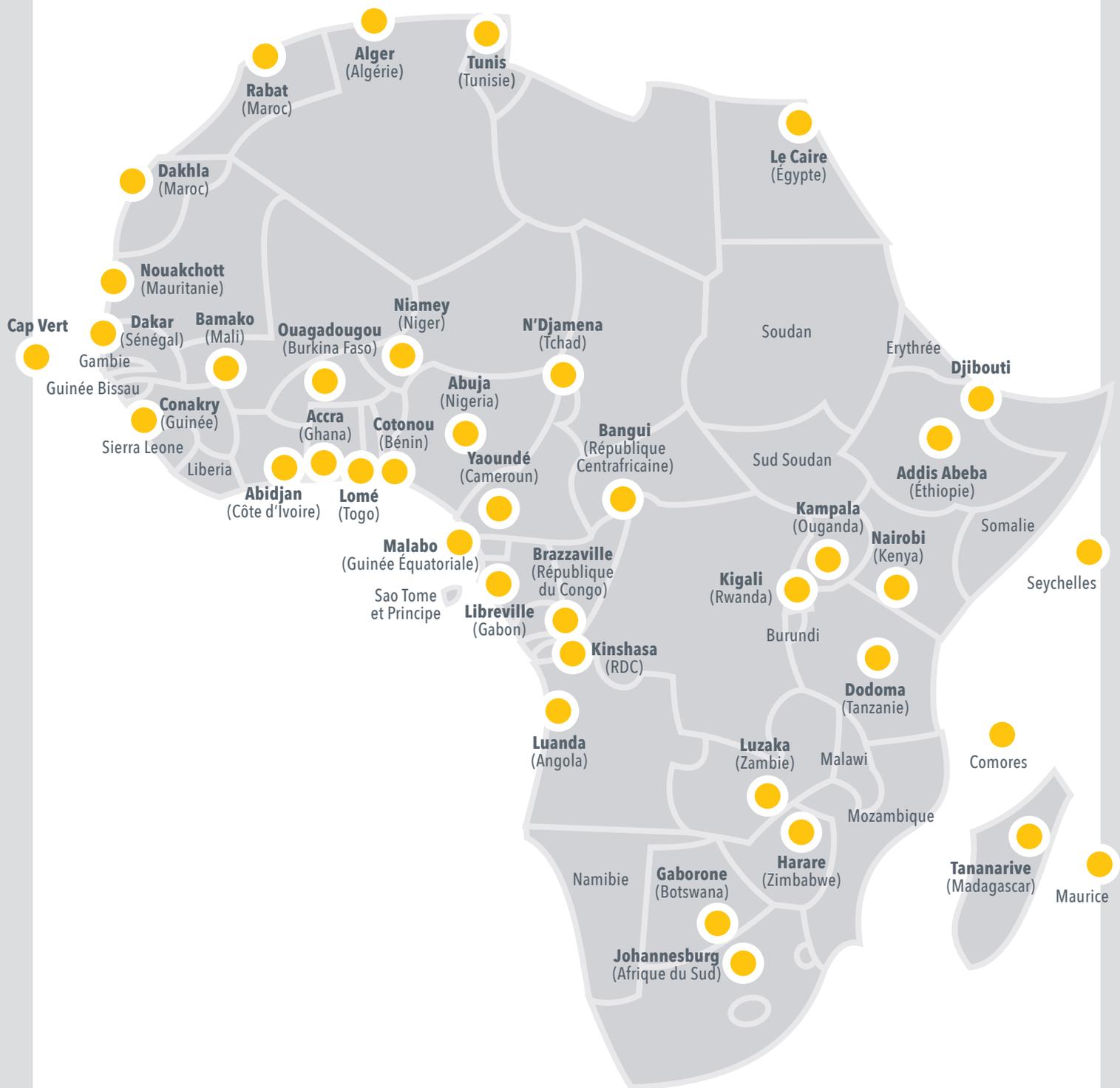
09-12

Intervention à l'Assemblée  
Parlementaire Paritaire  
Afrique Caraïbes,  
à Bruxelles

13-12

Déplacement  
à Conakry,  
Guinée

# Carte des Chefs d'État africains rencontrés personnellement



# Chefs d'État et de Gouvernement africains avec lesquels il y a eu de nombreuses réunions approfondies

Quasiment tous les Chefs d'État africains ont été rencontrés personnellement, parmi eux un groupe avancé a été rencontré plus de trois fois (par ordre des premières rencontres) :

- Denis SASSOU NGUESSO, Président de la République du Congo
- Macky SALL, Président de la République du Sénégal en sa qualité de Président de la CEDEAO et du NEPAD
- Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire
- Haile Mariam DESSALEGN, Premier Ministre Ethiopien
- Ali BONGO ONDIMBA, Président de la République du Gabon
- Alpha CONDÉ, Président de la République de Guinée
- Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République du Mali
- Faure GNASSINGBE, Président de la République Togolaise
- Jacob ZUMA, Président de la République d'Afrique du Sud
- Mahamadou ISSOUFOU, Président de la République du Niger
- John Dramani MAHAMA, Président de la République du Ghana
- Olusegun OBASANDJO, ancien Président de la République Fédérale du Nigéria
- Idriss DEBY ITNO, Président de la République du Tchad
- Maite NKOANA-MASHABANE, Ministre des Affaires étrangères sud-africaine en sa qualité de Présidente du G77

# Rencontres avec les organisations régionales et continentales africaines

## Les Présidents des organisations régionales et bureaux sur place :

- la Commission de l'Union africaine (UA)
- la Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC)
- le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)
- la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
- le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)
- la South African Development Community (SADC)

## Réunion avec les Parlementaires panafricains

Roger N'KODO DANG, Président du Parlement panafricain :

- S.E. Hon. Chief F.Z. CHARUMBIRA, Parlementaire (Zimbabwe), Président de la Commission, Président du Comité d'Audit et des Comptes Publics
- S.E. Saleh KEBZABO, Parlementaire (Tchad)
- Hon. Aubin NGONGO LUWOWO, Parlementaire (République Démocratique du Congo)
- S.E. Bernadette LAIHAI, Parlementaire (Sierra Leone) - 4<sup>e</sup> Vice-Présidente
- S.E. Hon. Jean Eyeghe NDONG, Parlementaire (Gabon)
- S.E. François Ango NDOUTOUME, Parlementaire (Gabon) - Président du Caucus régional Afrique centrale
- S.E. Hon. Fabakary TOMBANG JATTA, Parlementaire (Gambie) - Président du Caucus d'Afrique de l'Ouest
- S.E. Aissatou SOW DIAWARA, Parlementaire (Sénégal)
- S.E. Hon. Prof. Geoffrey LUNGWANGWA, Président du Caucus d'Afrique du Sud
- Hon. Zelly Pierre INZOUNGOU MASSANGA, Parlementaire (Congo)
- S.E. Hon. Joseph MBAH NDAM, Parlementaire (Cameroun)
- S.E. Soumaila CISSE, Parlementaire (Mali)
- S.E. Hon. Alfiavi PRUDENCIO, Parlementaire (Bénin)
- S.E. Mohamed Tayeb LASKARI, Parlementaire (Algérie) - Président du Caucus d'Afrique du Nord
- S.E. Elamin DAFALLA GASMIN, Parlementaire (Soudan) - Président de la Commission coopération, relations internationales et résolution de conflit
- S.E. Prof. Awad HAG ALI, Parlementaire (Soudan) - Président du Caucus d'Afrique de l'Est
- S.E. Hon. Suelma HAY AHMED, Parlementaire (Sahara) - 3<sup>e</sup> Vice-Président
- S.E. Hon. Daouda TOURE, Parlementaire (Côte d'Ivoire) - Président de la Commission Transport, Industrie, Communication, Energie, Science et Technologie
- S.E. Nassou ALOUADJOU KATOU, Parlementaire (Togo)
- Hon. Rachel Shebesh, Parlementaire (Kenya)
- S.E. Jacqueline MUHONGAYIRA, Parlementaire (Rwanda)

## Les autorités religieuses :

- Cardinal Robert SARAH, à Conakry et à Paris

# Rencontres avec les instances Internationales

## Aux Nations Unies :

- BAN Ki-Moon, Secrétaire général
- Ibrahim THIAW, Directeur exécutif adjoint, PNUE, sous-Secrétaire général
- Mark RADKA, Chef du Service Énergie, PNUE
- Merlyn VAN VOORE, Coordinateur Changements Climatiques, PNUE

## Au Fonds Monétaire International :

- Min ZHU, Directeur général adjoint
- David O. ROBINSON, Directeur adjoint Afrique
- Catherine PATTILLO, Assistant Director, Chief of Low Income Countries Strategy

## À la Banque Mondiale :

- Makhtar DIOP, Vice-Président Afrique
- Bertrand BADRE, Directeur général et Directeur financier principal
- Elisabeth CLAVERIE DE SAINT MARTIN, Conseillère principale de l'Ambassadeur pour la France
- David TINEL, Chief Investment Officier, Africa
- Yamide DAGNET, Senior Associate, Climate & energy program, World Resources Institute

## À la Banque Africaine de Développement :

- Akinwumi ADESINA, Président
- Donald KABERUKA, ancien Président
- Abdenor BRAHMI, Administrateur suppléant France, Espagne, Belgique
- Mariano MUNOZ CARPENA, Administrateur France, Espagne, Belgique
- Kalidou GADIO, Conseiller juridique général, Directeur des services juridiques
- Alex RUGAMBA, Directeur du département Énergie, environnement, changement climatique

## Au fonds Africa 50 :

- Alassane BA

## Les contacts ont aussi été pris avec :

- La Banque Ouest-Africaine de Développement
- La Banque Islamique de Développement
- La Banque Européenne d'Investissement

## Groupe des Négociateurs :

- Seyni NAFO, Président du Groupe Afrique des Négociateurs
- Tosi MPANU MPANU, Président du Groupe Pays les Moins Avancés (PMA) des Négociateurs

## Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) :

- Youba SOKONA, Vice-Président du GIEC

# Rencontres avec les instances européennes et les pays européens

## En France :

- François HOLLANDE, Président de la République
- Manuel VALLS, Premier Ministre
- Laurent FABIOUS, Ministre des Affaires étrangères
- Jean-Marc AYRAULT, Ministre des Affaires étrangères
- Emmanuel MACRON, Ministre de l'Économie
- Ségolène ROYAL, Ministre de l'Écologie
- Claude BARTOLONE, Président de l'Assemblée Nationale
- Gérard LARCHER, Président du Sénat
- Jean-Paul DELEVOYE, Président du Conseil économique, social et environnemental
- Anne PAUGAM, Directrice générale de l'Agence française de développement
- Rima LE COGUIC, Chef de la division Énergie et transports, AFD

## De nombreux ministres en charge, notamment :

- Thomas SILBERHORN, Secrétaire d'État du Ministre allemand de la coopération économique et du développement
- Dominik ZILLER, Responsable finance et développement, Ministère de la coopération économique et du développement d'Allemagne
- Nick HURD, Secrétaire d'État au développement international de Grande-Bretagne
- Mario GIRO, Vice-Ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale italien
- François-Xavier BETTEL, Premier Ministre du Luxembourg et ancien Président de l'Union Européenne
- Carole DIESCHBOURG, Ministre de l'environnement du Luxembourg

## Au sein de la société civile :

- Les organisations syndicales et patronales françaises
- La confédération européenne des syndicats
- Le patronat européen
- Les grandes Organisations Non Gouvernementales, parmi lesquelles : 4D, ACIDD, ADEA, AIMF, ANPCEN, ARBF, Blue Energy, Climates, COALLIA, Coordination sud, Eau vive internationale, Energies 2050, Electriciens sans frontières, ETC TERRA, Fondation Energies pour le monde, GERES, Gevalor, Groupe initiatives, GRET, HELIO International, OXFAM, Les ateliers de la terre, OREE, Les petits débrouillards, RAC, RED, Réseau foi et justice, WWF France.

## Dans l'Union Européenne

### À la Commission européenne :

- Jean-Claude JUNCKER, Président de la Commission européenne
- Miguel Arias CANETE, Commissaire à l'Action climatique et l'énergie
- Neven MIMICA, Commissaire à la Coopération internationale et au Développement
- Pierre MOSCOVICI, Commissaire aux Affaires Économiques et Financières
- Dominique RISTORI, Directeur général à l'Énergie
- Roberto RIDOLFI, Responsable Croissance et développement
- Felice ZACCHEO, Responsable Énergie à la Commission européenne
- Félix FERNANDEZ-SHAW, Conseiller Afrique, Développement durable et Climat au cabinet de Frederica MOGHERINI, Haute Représentante de l'Union pour les Affaires Extérieures, Vice-Présidente de la Commission
- Alain LEROY, Secrétaire Général du Service Européen pour l'Action Extérieure
- Koen VERVAEKE, Directeur Afrique au SEAE
- Jose Fernando Costa PEREIRA, Conseiller politique et communication Afrique, SEAE
- Filiberto Ceriani SEBREGONDI, Chef de division Coordination de la coopération développement, SEAE

### Au Parlement européen :

- Martin SCHULZ, Président du Parlement européen
- Markus WINKLER, Chef de cabinet de Martin SCHULZ
- Rainer WIELAND, Vice-Président du Parlement européen
- Linda McAVAN, Présidente de commission Développement
- Claude TURMES, Membre de la Commission Industrie, recherche et énergie
- Guy VERHOFSTADT, Président de Groupe, Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
- Marielle DE SARNEZ, Vice-Présidente de Groupe, Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
- Dominique RIQUET, Vice-Président de la Commission Transports et tourisme
- Neoklis SYLKIOTIS, Vice-Président de Groupe, Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique
- Louis MICHEL, Président ACP-UE, Groupe Alliance démocrates et libéraux
- Michèle RIVASI, Vice-Présidente ACP-UE, Groupe Verts / Alliance libre européenne
- Mariya GABRIEL, Vice-Présidente de Groupe, Parti Populaire européen
- Tokia SAIFI, Vice-Présidente de la Commission du Commerce international, Groupe PPE
- Gilles PARGNEAUX, Vice-Président de la Commission Environnement, Groupe Socialistes
- Jean ARTHUIS, Président de la Commission des Budgets

# Réunions aux États-Unis

## Au Département d'État :

- Todd STERN, Envoyé spécial du Président Obama pour le changement climatique
- Linda THOMAS-GREENFIELD, Assistant Secretary of State for African Affairs, Département d'État
- Debra JUNKER, Director for Alternative and Renewable Energy, Département d'État
- Robert TIBBETTS, Economist aux European Union and Regional Affairs, Département d'État
- Peter H. BARLERIN, Directeur de l'Office of Economic and Regional Affairs, Département d'État
- John MORTON, CEO du Overseas Private Investment Corporation (OPIC)
- Michael CUMMINGS, Conseiller sénior auprès du Président de l'OPIC
- Laura TAYLOR-KALE, Conseiller sénior sur les Politiques et les Opérations, OPIC
- Andy HERSCOWITZ, Coordinateur de Power Africa and Trade Africa
- Elizabeth COHAN, Conseillère, Power Africa
- Pierrick JUDEAUX, Chief of Party, Power Africa Senior Advisors Group, et Tony BLAIR Initiative

## À la Chambre des Représentants et au Sénat :

- Rep. Karen BASS, Co-chair of America's Congressional Black Caucus, Africa Taskforce
- Sénateur Christopher A. COONS
- Charles STEELE, Président de la SCLC-Martin Luther KING
- Rep. Hank JOHNSON
- Rep. Bobby, L. RUSH
- Rep. Cathy McMORRIS RODGERS

## Au sein de la société civile :

- Harry C. ALFORD, Fondateur et CEO de la National Black Chamber of Commerce (NBCC)
- Charles DEBOW, Vice-Président de la NBCC
- des grandes Organisations Non Gouvernementales spécialistes des questions de développement, d'énergie et de climat

# Initiative Energies pour l'Afrique *La Lumière et l'Electricité pour tous, un droit universel*

Texte de base qui a été validé  
par les principaux partenaires

## La Lumière et l'Electricité pour Tous, un droit universel

L'accès pour tous à l'électricité est un Droit de l'Homme fondamental et universel car il permet l'accès aux autres droits fondamentaux que sont l'accès à l'eau, à l'eau potable, à la santé, à l'éducation, à l'emploi, à la sécurité.

Il n'y a aucun développement possible dans le monde moderne sans énergie, ce sujet concerne massivement le continent africain notamment l'Afrique sub-saharienne mais également 15 autres pays membres du G77.

Les dirigeants africains portent donc une proposition qui concerne leur continent mais dont une partie des financements sera attribuée, au prorata de la population, aux autres pays en retard d'électrification.

L'heure est au choix :

L'électrification massive et immédiate du continent africain est un projet politique de Paix : Afrique-Europe.

- Facteur de croissance pour l'Afrique et premier relais de croissance pour l'Europe
- À défaut un risque de déstabilisation du continent africain et de l'Europe avec la plus grande vague d'immigration incontrôlable de l'histoire de l'Humanité.

### **Plaidoyer pour l'Afrique, qui vaut également pour les autres pays du monde en retard d'électrification – Un accord maintenant**

#### **L'urgence d'agir**

Les États qui forment l'Afrique, comptent 1,2 milliards d'habitants. D'ici 30 ans, l'Afrique devra nourrir, former, loger, soigner, employer 1 milliard de nouveaux habitants. À cette date un quart des actifs de la planète seront africains.

Cette population est la plus jeune du monde, 50% des africains

ont moins de 25 ans, une jeunesse née avec l'internet, la télévision et les téléphones mobiles. Elle est l'avenir de l'Afrique, un atout pour le continent par son nombre et son niveau d'éducation qui a considérablement progressé, mais représente aussi un défi redoutable. De 1950 à 2050, la population d'Afrique sub-saharienne aura été multipliée par 10, passant de 180 millions à 2 milliards d'habitants. Dans l'histoire de l'Humanité aucune région du monde n'a jamais eu à connaître une croissance démographique d'une telle magnitude. C'est un défi immense pour ses dirigeants.

À ce jour, les deux tiers de la population du continent soit 650 millions d'africains n'ont pas accès à l'énergie et à la lumière alors que l'énergie est un accélérateur du développement et des grandes innovations qui font l'Afrique d'aujourd'hui.

Avec seulement 30% d'accès à l'énergie, le continent africain connaît pourtant de grandes réussites puisque la croissance moyenne, inégalement répartie, est de l'ordre de 5%.

### **L'énergie est le facteur fondamental et préalable à toute croissance économique, sociale et à tout équilibre territorial**

Les dirigeants des États africains luttent pour que l'électrification progresse dans chacun de leurs pays. Cependant, du fait de la forte croissance démographique et malgré tous les efforts, 10 millions d'africains de plus par an n'ont pas accès à l'énergie.

Les raisons de ces difficultés sont connues et amènent à la nécessité de disposer d'une structure régionale, aujourd'hui manquante, apte à mobiliser les ressources financières et à apporter son soutien aux financements d'infrastructures énergétiques en Afrique, dotée des moyens financiers appropriés.

**Ce chaînon manquant est un instrument spécialisé disposant d'un financement dédié garanti.**

## I - Un instrument spécialisé : une Agence africaine pour l'énergie, au service des projets et des États africains

Les projets et avant-projets, permettant de faire passer le continent à 80% d'accès à l'énergie en moins de 10 ans, existent. Ils sont connus et identifiés mais la plupart d'entre eux connaissent un problème de soutenabilité financière et de bancabilité.

L'ensemble des financements disponibles prêts à être investis dans le potentiel énergétique du continent est considérable car le besoin est clair et massif.

Afin de sécuriser ces financements, potentiellement disponibles qui représentent un montant situé entre 200 et 250 milliards de dollars, une part marginale de subvention publique internationale (les ressources publiques des États africains ne le permettant pas) de 50 milliards de dollars pour l'ensemble, soit 4 milliards par an durant 12 ans est nécessaire.

Par ailleurs, il est nécessaire d'assurer le financement des coûts de pré-développement, notamment des études de pré-faisabilité et de faisabilité qui constituent la partie la plus risquée des investissements, ainsi que la rénovation et la maintenance des équipements existants obsolètes.

La mobilisation des États africains, des organisations régionales, de la Direction énergie de l'Union Africaine, des Power pools, des banques de développement et notamment de la BAD, la BEI, la BERD, les institutions spécialisées KFW, AFD, de la Banque Mondiale et du FMI, du Fonds Européen de Développement, des différentes initiatives Power Africa, SE4ALL, des différents fonds publics internationaux et privés, est très importante mais reste éparse et les critères d'accès aux financements internationaux publics et privés demeurent multiples et complexes.

C'est pour répondre à l'ensemble de cette problématique que les chefs d'État et de gouvernement africains ont adopté à l'unanimité, le 15 juin 2015, lors du Sommet de l'Union africaine, le rapport du Président du NEPAD proposant la création d'un instrument dédié à l'accélération de l'électrification du continent africain.

Il s'agit d'un outil de fédération des partenaires et bailleurs de fonds au service des États et des projets, d'un vecteur de mobilisation de l'ensemble des capacités de financement privé, public, classique ou concessionnel, qui prendra la forme d'une Agence intergouvernementale africaine à objet unique, d'aide à l'électrification de l'Afrique dans un cadre lisible et évaluable.

Cette institution spécialisée, dirigée par les États africains et dotée d'une ingénierie publique de haut niveau, sera amenée à :

- **Gérer** le fonds de dotation de 5 milliards de dollars par an, permettant de mobiliser toute la palette des financements et en proposera le mixage.
- **Coordonner et faciliter** l'accès à l'ensemble des financements internationaux, publics et privés et abonder en subventions les projets.
- **Mettre à la disposition** des États qui le souhaitent, l'ingénierie administrative et publique et assurer la coordination de l'ensemble des partenariats pour permettre à ces pays d'atteindre leurs objectifs.

- **Intervenir** sur tout le continent africain sans exception, même si elle priorisera les projets des 34 pays les moins avancés.

L'Agence ciblera son action et ses financements, prioritairement sur les projets d'énergie renouvelable, d'efficacité énergétique, de distribution, de transport d'électricité et de remise en état des installations existantes obsolètes afin de permettre une électrification massive, faisant passer le continent sub-saharien de 25 à 80% en dix ans.

La priorité sera donnée aux énergies renouvelables et à leur formidable potentiel : l'hydraulique, le solaire photovoltaïque ou thermodynamique, les éoliennes, la géothermie, la biomasse. Les énergies fossiles, ne seront soutenues que si elles sont nécessaires à l'équilibre et à l'optimisation du système électrique, à la sécurité d'approvisionnement, aux secours, à la stabilité du réseau, et marginalement, quand la situation particulière d'un pays l'impose. En tout état de cause, les décisions seront prises par le conseil d'administration représentant l'ensemble des pays africains membres de l'Agence.

Cette Agence intergouvernementale africaine est l'affirmation unanime des dirigeants africains que l'électrification est une priorité absolue, un symbole de leur volonté politique inébranlable, adressant un signal mobilisateur indispensable aux investisseurs, partenaires du développement, ainsi qu'un signal clair à leurs peuples pour lesquels l'accès à ce bien de première nécessité est un droit fondamental.

## II - Une réponse aux défis énergétique, climatique, de croissance et de lutte contre une immigration massive et inévitable

### Un enjeu de justice-climat

- L'Afrique n'émet quasiment pas de CO<sub>2</sub> contrairement aux pays développés et constitue même un puits de carbone qui sert à l'ensemble de l'humanité, notamment par ses forêts.
- La gravité de l'impact du dérèglement climatique, provoqué de fait par les économies des pays développés, est considérable : vulnérabilité de l'agriculture, sécheresses, difficultés de l'accès à l'eau, pluies de plus en plus irrégulières, inondations, perturbations des écosystèmes et déforestation.
- L'absence d'énergie contribue partiellement à la déforestation par l'utilisation du bois de chauffe.

### Un enjeu de croissance et de stabilité

- Le formidable potentiel énergétique, notamment en énergies renouvelables du continent africain, permettra l'installation du premier continent soutenable de l'Humanité.
- L'installation massive d'énergies renouvelables permet de réduire les coûts de cette technologie.
- La course contre la montre est enclenchée pour que les ressources énergétiques du continent et sa puissance démographique deviennent une force et non plus un frein à sa croissance.

- L'avenir de l'Afrique, de l'Europe, du bassin méditerranéen et de la péninsule arabique sont étroitement liés.

- C'est un enjeu de lutte contre la pauvreté et la précarité.

- La croissance européenne dépend en partie de la croissance africaine. Un plan massif d'électrification du continent africain provoquera une véritable croissance africaine, endogène et créatrice d'emploi. Celle-ci sera le principal relais de croissance de l'Union africaine en profitant du double dividende démographique, en nombre et en pouvoir d'achat.

- Un enjeu de stabilité, de paix et de réduction d'une immigration massive et incontrôlable.

- La démographie du continent africain pèsera sinon de manière dramatique comme objet de déstabilisation massif et conflictuel. Un exode rural s'intensifiera vers les sous régions africaines disposant d'un niveau d'électrification correct ainsi que vers l'Europe et le bassin méditerranéen, composé des réfugiés climatiques, environnementaux, déplacés par la soif, la faim, la pauvreté et l'attrait de la lumière. Les États-Unis et la Chine sont également préoccupés par cette situation.

- La combinaison de tous ces facteurs accentués par un accès à l'information totale (800 millions de portables) provoquera naturellement des migrations massives d'une ampleur inconnue dans l'histoire de l'Humanité avec sa cohorte de drames et de chaos. Ce mouvement irréversible a déjà commencé, dans un premiers temps de manière infra-africaine vers des grandes métropoles qui ne peuvent dans des conditions correctes assumer un tel afflux, risquant de véritables chaos urbains et bien entendus vers les zones apparaissant comme des eldorados.

Les pays méditerranéens et les pays du Golfe sont tout aussi conscients des opportunités d'investissement en Afrique et à l'inverse des risques de déstabilisation du continent. Les États-Unis et la Chine ne sont pas non plus indifférents au sort de l'Afrique.

Toutes les conditions sont réunies pour passer à l'action dès 2016 grâce à un mécanisme simple, efficace, robuste, concret, immédiatement opérationnel et évaluable.

## Pour l'Europe : L'heure de la décision

### Un plan de Paix « Lumière, énergie, croissance Europe-Afrique »

Face à ce défi, la course contre la montre est lancée.

Un nombre considérable d'avancées ont été constatées depuis un an :

- L'Europe souhaitant une position commune de tous les États africains. Faisant de l'électrification, la priorité absolue et l'accord pour la création d'un instrument unique, dédié exclusivement à l'électrification du continent en soutien de tous les projets et initiatives.

- Les 54 chefs d'État et de gouvernement africains ont pris leurs responsabilités, en décidant à l'unanimité le 15 juin 2015 à Johannesburg sur proposition du Président Macky Sall, Président du NEPAD (Nouveau Partenariat pour le développement de

l'Afrique), la création d'un instrument dédié doté d'une équipe légère mais de très haut niveau, plateforme de soutien de toutes les initiatives et tous les projets, de tous les financeurs et acteurs pour tous les pays d'Afrique et doté de 5 milliards de dollars de subventions par an, pendant 10 ans, de solidarité internationale ; réaffirmant une fois encore la priorité absolue à l'électrification du continent.

- Le 7 octobre 2015, le Parlement panafricain a voté unanimement une recommandation soutenant cette initiative.

- Le 2 décembre 2015, tous les Présidents présents au Sommet Chine-Afrique de Johannesburg, se sont exprimés dans le même sens.

- L'engagement du gouvernement français de soutenir ce plan (pour la seule partie française, 2 milliards d'euros de subventions publiques l'énergie en Afrique, annoncé le 1<sup>er</sup> décembre 2015 par le Président François Hollande),

- Des engagements significatifs des Allemands, des Anglais, des Norvégiens et des Canadiens.

- La déclaration de soutien de parlementaires européens.

- Le soutien de l'Assemblée nationale et du Sénat français.

- La lettre commune des chefs d'État africains adressé au Président la COP21, le 1<sup>er</sup> décembre 2015.

- L'inscription de « l'électricité pour tous » comme besoin universel et la nécessité de promouvoir l'énergie durable en particulier en Afrique (texte final de la COP21).

- La désignation par le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, le 30 janvier 2015 du Président Alpha Condé pour coordonner et être le porte-parole du plan d'électrification de l'Afrique.

- La mobilisation des principaux leaders du Parlement européen.

- La position de la plénière des ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) au Parlement européen.

- Le vote du Congrès américain le 2 février sanctuarisant *Power Africa* et en faisant une grande cause nationale sous l'autorité du Président Barack Obama.

- Les réunions de travail avec les commissaires européens, Neven Mimica et Miguel Arias Canete et Pierre Moscovici pour construire ce projet de financement dans le cadre des fonds européens d'aides au développement.

- La République populaire de Chine a fait part de ses engagements et contributions le 3 décembre 2015 à Johannesburg lors du Sommet Chine-Afrique.

L'urgence commande l'action, le diagnostic et les solutions sont partagés par tous, les problèmes de gouvernance de méthodologie et de cadrage financier sont résolus pour l'essentiel.

**La dernière étape est l'engagement politique de l'Union européenne : le Président de la commission et le collège des Commissaires.**

**C'est un accord politique des États de l'Union européenne.**

**C'est un accord politique que doivent porter les chefs d'Etat européens au premier rang desquels la France.**

**Cet accord sera historique.** L'Europe de la paix a débuté par la CECA, alors que se développait le processus des indépendances en Afrique.

Il s'agirait d'un **deuxième plan de paix pour l'Europe et un deuxième processus d'indépendance pour l'Afrique.**

En décidant le principe de la création d'un outil dédié, spécialisé pour l'accélération de l'accès à l'énergie en Afrique, les chefs d'État et de gouvernement ont pris leurs responsabilités.

Il reste aux pays développés, principaux émetteurs de CO<sub>2</sub>, à donner leur accord pour un financement clair, simple et efficace, garanti et annuel, prévisible, additionnel et non conditionnel, dont le montant de dotation est raisonnable eu égard à tous les enjeux.

Ce projet s'inscrit dans la logique du rapport Kofi Annan, des nouveaux engagements du millénaire, de la déclaration du G20 et du rapport Yumkella.

Il a été validé à ce jour par l'Union Africaine sur rapport du Président du NEPAD lors de l'Assemblée générale du 15 juin par le Parlement Panafricain, par la CEDEAO par les chefs d'États de la CEEAC et par les principaux États de la SADC et de la COMESA. Il correspond à la proposition des négociateurs africains pour la COP21 et à la lettre des chefs d'État africains du 1<sup>er</sup> décembre 2015 au Président François Hollande.

**Une réponse à tous les enjeux : pauvreté climat, sécurité alimentaire, immigration.**

## **Annexe : Un instrument dédié à l'électrification : Mission et mode d'organisation**

Ce travail de préfiguration a fait l'objet d'échanges avec les équipes de la BAD.

Le développement de l'énergie s'entend de l'énergie centralisée comme de l'énergie décentralisée.

L'agence ciblera son action et ses financements, prioritairement sur les projets d'énergie renouvelable, d'efficacité énergétique, de remise en état des installations existantes obsolètes de production, de distribution et de transport de l'électricité, afin de permettre une électrification massive faisant passer le continent sub-saharien de 25 à 80% en dix ans.

L'Agence interviendra sur tout le continent africain sans exception, même si elle portera une attention particulière aux projets des 34 pays les moins avancés.

En tout état de cause, les décisions seront prises par le conseil d'administration représentant l'ensemble des pays africains membres de l'Agence.

Le montant des subventions par projet sera attribué en fonction de leur caractère indispensable en complément des autres financements afin de permettre la réalisation du projet dès lors qu'il aura reçu une validation technique de performance et de pertinence.

La priorité sera donnée aux énergies renouvelables : l'hydraulique, le solaire photovoltaïque ou thermodynamique, les éoliennes, la géothermie, la biomasse et à leur formidable potentiel. Les énergies fossiles, ne seront soutenues que si elles sont nécessaires, à l'équilibre et à l'optimisation du système électrique, à la sécurité d'approvisionnement, aux secours, à la stabilité du réseau, et marginalement, quand la situation particulière d'un pays l'impose. En tout état de cause ce sera au Conseil d'Administration de l'agence d'en décider.

## **Mission de l'Agence : préfiguration**

Cette Agence intergouvernementale africaine sera une institution spécialisée à objet unique : l'aide à l'accélération de l'électrification de l'Afrique avec un cadre lisible et évaluable.

- **L'Agence gèrera le Fonds de dotation subvention** de 5 milliards de dollars par an pendant 10 ans, en provenance des pays émetteurs de CO<sub>2</sub>.

- **L'Agence facilitera l'accès** à l'ensemble des partenaires et bailleurs internationaux, privés comme publics, et notamment à la BAD, aux Fonds européens, à la Banque Mondiale, au KfW, à la BEI, à l'AFD, la BERD et à tous les opérateurs financiers.

- **L'Agence abondera l'ensemble de ces financements** par les subventions dont elle dispose (5 milliards de dollars par an) pour permettre la faisabilité des projets.

- **L'Agence assurera un rôle de facilitateur de toute la palette des financements** et proposera le mixage des financements concessionnels et non concessionnels suivant les règles propres à chacune des organisations financières internationales mais également l'ensemble des financements privés et/ou publics disponibles.

- **L'Agence soutiendra le portefeuille des projets d'électrification** renouvelable de la BAD et de l'ensemble des partenaires, industriels, investisseurs et États. Favorisant le mixage des financements fragmentés, elle créera un lien de cohérence entre l'ensemble des institutions intervenantes. Elle apportera les subventions pour combler le chaînon manquant dans les financements permettant ainsi un puissant effet de levier pour mobiliser les organismes prêteurs.

- **L'Agence mettra l'accent sur le financement des coûts de pré-développement**, les études de pré-faisabilité et de faisabilité qui constituent la partie la plus risquée des investissements. Les subventions de l'Agence veilleront particulièrement à couvrir des besoins souvent négligés en participant au financement de « la rénovation et la maintenance des équipements existants obsolètes », en soutenant l'assistance technique aux États, et aux compagnies nationales d'électricité, ainsi que la formation de techniciens, techniciens supérieurs et d'ingénieurs africains.

- **L'Agence apportera sa compétence** pour soutenir des opérations de partenariat public/privé et leur combinaison avec les autres instruments de financement.

- **L'Agence sera le réceptacle des donations** des grandes fondations internationales qui veulent soutenir le développement de l'Afrique.

# Principaux textes et délibérations

## Proposition de mise en place d'un instrument dédié à l'énergie, 25<sup>e</sup> Sommet de l'Union africaine du 15 juin 2015

Présenté par Macky SALL, Président du Comité d'orientation du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD)

Le Chef de l'État a aussi rendu compte du plaidoyer qu'il a fait lors du sommet du G7 et s'est beaucoup appesanti sur la question de l'énergie. Le rapport propose la mise en place d'un instrument de gestion énergétique doté d'un budget de 5 milliards de dollars pour permettre aux pays africains de faire face à la question cruciale de l'énergie en Afrique. Ces deux rapports ont été adoptés à l'unanimité par les Chefs d'État et de gouvernement présents.

Un fond de 5 milliards pour capter et sécuriser les investissements dans le domaine de l'énergie en Afrique.

# Recommandations du Parlement panafricain, le 7 octobre 2015

PAN-AFRICAN PARLIAMENT

البرلمان الافريقي



PARLEMENT PANAFRICAIN

PARLAMENTO PAN-AFRICANO

Gallagher Convention Centre, Private Bag X16, Midrand 1685, Johannesburg, Republic of South Africa  
Tel: (+27) 11 545 5000 - Fax: (+27) 11 545 5136 — Web site: [www.pan-african-parliament.org](http://www.pan-african-parliament.org)

## RECOMMANDATIONS POUR L'APPROBATION DU « PROJET ÉNERGIES POUR L'AFRIQUE » ET CRÉATION D'UNE STRUCTURE DE FINANCEMENT DÉDIÉE À L'ÉNERGIE

**Conformément** à l'article 3 alinéas 1, 6 et 7 du Protocole au traité instituant la Communauté économique africaine relatif au Parlement Panafricain qui dispose que le Parlement Panafricain :

- facilite la mise en œuvre effective des politiques et objectifs de l'Union africaine ;
- contribue à un avenir plus prospère pour les peuples africains en favorisant l'autosuffisance collective et le redressement économique ;
- facilite la coopération et le développement en Afrique ;

**Conformément** à l'article 5 (b) du Règlement intérieur du Parlement Panafricain qui prévoit que le PAP peut initier les débats relatifs aux objectifs, politiques, buts, programmes et activités des Communautés économiques régionales, sur toutes questions relatives au fonctionnement adéquat des organes de l'Union africaine ;

**Rappelant** l'article 5 (c) du Règlement intérieur du Parlement Panafricain qui prévoit que le PAP examine, débat ou prononce des avis et des conseils de son propre chef ou à la demande de tout organe de l'Union africaine, d'une Communauté économique régionale ou d'un organe législatif d'un État membre ;

**Ayant** suivi avec attention la présentation de Monsieur Jean-Louis Borloo, Président de la fondation « Energies pour l'Afrique » ;

**Considérant** le taux d'électrification particulièrement bas du continent qui constitue un frein au développement économique et social des pays membres de l'Union africaine ;

**Considérant** que l'électrification du continent africain est un des vecteurs indispensables au développement des pays membres ;

**Considérant** le potentiel énergétique de l'Afrique comparé aux besoins croissants des économies du continent en matière énergétique et au déficit chronique d'infrastructures électriques en Afrique ;

**Préoccupé** par l'impacte d'une telle pénurie sur les populations et sur les économies africaines, aggravée par les conséquences du dérèglement climatique ;

**Constatant** que l'Afrique est gravement victime du dérèglement climatique alors qu'elle émet très peu de CO<sub>2</sub> ;

**Notant** que l'absence d'une énergie pérenne contribue grandement à la déforestation par l'utilisation du bois de chauffe et des braises, alors que la forêt africaine contribue à la séquestration et au stockage du carbone ;

**Considérant** que l'accès à l'électricité est une nécessité vitale pour les populations africaines, un gage de paix sociale et de stabilité, et une contribution notable au développement économique et social ;

**Constatant** que les subventions internationales prévues depuis Copenhague n'ont pas été mises en place et craignant qu'il en soit de même lors de la 21ème Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP21) qui aura lieu à Paris du 30 Novembre au 11 Décembre 2015 ;

**Approuvant** les conclusions et propositions du projet « Energies pour l'Afrique » en vue de répondre de façon globale et coordonnée aux besoins énergétiques du continent, avec les financements appropriés ;

**Conformément** au rapport du Président du NEPAD, adopté à l'unanimité par les chefs d'Etat et de gouvernement, lors du sommet de l'Union africaine, le 15 juin 2015, appelant à la création d'un instrument dédié aux financements de l'énergie en Afrique, doté des subventions internationales adéquates ;

**Conscient** de la nécessité de faire adopter un accord concret, urgent, immédiatement opérationnel à la COP21 en décembre 2015, pouvant permettre à l'agence africaine de l'électrification du continent de disposer dès 2016 des subventions indispensables au titre de l'atténuation et de l'adaptation ;

**Attendu** que l'article 5 (d) du Règlement Intérieur du Parlement Panafricain prévoit que le PAP peut faire des recommandations et formuler des résolutions sur toutes les questions relatives à l'Union africaine et à ses organes, aux Communautés économiques régionales et à leurs organes respectifs, aux États membres et à leurs organes et institutions ;

### **RECOMMANDE QUE :**

1. L'Union africaine crée, dès 2016, une agence panafricaine pour le financement annuel des projets retenus pour l'électrification, structure régionale autonome établie en Afrique, dotée de la personnalité morale, avec pour mission de mobiliser les ressources complémentaires indispensables, sous forme de donations subventions, notamment au titre du financement de l'atténuation et de l'adaptation de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques ;
2. Les pays développés, principaux émetteurs de CO2, octroient des subventions indispensables de 5 milliards de dollars par an, suivant les modalités de répartition et de bonus-malus visées au projet « Energies pour l'Afrique » ;
3. La communauté internationale soutienne toute démarche africaine visant à solliciter et à obtenir d'ici la COP21 le montant des donations-subventions prévues au projet ;
4. Le Président du Parlement Panafricain effectue un plaidoyer auprès de toutes les autorités nationales et internationales, y compris les gouvernements des principaux pays émetteurs de CO2 parties à l'annexe 1 de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, particulièrement le Président de la République française, le Président de la COP21 et le Secrétaire Général de l'ONU, en vue d'obtenir un accord concret, immédiatement opérationnel, pouvant permettre à l'agence africaine de l'électrification du continent de disposer dès 2016 des subventions indispensables au titre de l'atténuation et de l'adaptation.

Fait à Midrand, le 07 Octobre 2015

Le Président du Parlement Panafricain

Honorable Roger Nkomo Bang

President

# Lettre des Chefs d'État africains au Président François Hollande, le 1<sup>er</sup> décembre 2015

Paris, le 1<sup>er</sup> décembre 2015

Monsieur le Président,

Permettez-nous de vous remercier une fois encore pour votre grande implication personnelle et celle de la France pour la réussite de ce grand rendez-vous de Paris.

À la suite de :

- La délibération unanime des chefs d'État l'Union Africaine le 15 juin 2015, approuvée unanimement par le Parlement panafricain le 7 octobre 2015,
- Du Sommet « Défi climatique et solutions africaines » du 1<sup>er</sup> décembre 2015,
- Du déjeuner du 10 novembre 2015, à l'initiative du Président François HOLLANDE,
- Des différents échanges, bilatéraux, multilatéraux et avec la communauté internationale, nous souhaitons rappeler solennellement les attentes précises et la position africaine.

Nous souhaitons :

- Un accord juridiquement contraignant dans lequel s'engagent prioritairement les pays grands contributeurs de CO<sub>2</sub>, par habitant et par an,
- Que la décision des 54 chefs d'État de l'Afrique, de créer un instrument unique dédié, sous pilotage africain pour accélérer le financement et l'électrification de chacun des pays d'Afrique grâce aux énergies renouvelables afin de permettre l'accès à l'énergie et la lumière pour tous d'ici 10 ans soit actée,
- Une décision claire sur un instrument qui bénéficiera des subventions annuelles de la part des pays contributeurs de 3 milliards de dollars par an, montant progressivement à 5 milliards de dollars, pour une période ponctuelle de 10 ans,
- Une subvention de 75 millions de dollars par an pour la Commission du Bassin du Lac Tchad
- Une subvention de 75 millions de dollars par an pour l'Agence panafricaine de la grande Muraille verte,
- Une subvention de 75 millions de dollars par an pour l'Agence du Bassin du Niger.

Ces actions concrètes, opérationnelles et efficaces doivent être décidées sans préjuger de toutes les autres politiques d'adaptation et de leur financement bilatéral ou multilatéral : protection de la forêt, lutte contre l'érosion, etc.

Sortir de l'ambiguïté du mot « Finances » : en effet, ces subventions sont indispensables pour consolider les financements privés et publics évoqués (100 milliards).

L'effort demandé aux pays développés est très inférieur à tous les chiffres évoqués et de nature à démontrer l'engagement sincère des pays développés.

Il est légitime au titre de la Justice-Climat et des engagements du millénaire que ces subventions pendant une durée de 10 ans soient mises à la disposition du continent africain avec une utilisation directe par un instrument dédié sous gouvernance africaine.

Enfin, nous comptons sur votre grande autorité pour que les 3 points suivants, rédigés et proposés par l'Algérie, validés par le groupe de négociateurs africains soient inclus dans le texte final de la COP ou sous toute forme de déclaration solennelle et nous en appelons à la présidence française et à Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies et à Madame la Secrétaire générale de la Convention.

**1- « Réaffirmant le droit à l'accès à l'énergie pour tous pour les pays vulnérables et les plus affectés et en particulier pour les pays africains ».**

**2- « Se félicite de l'initiative adoptée, le 15 juin 2015, par le 25<sup>ème</sup> Sommet des Chefs d'État ou de Gouvernement de l'Union Africaine, sur la base de la recommandation du comité d'orientation des Chefs d'État du NEPAD et endossée, le 7 octobre 2015 par le parlement panafricain, visant "la mise sur place d'un instrument africain, dirigé par l'Afrique, pour coordonner les initiatives mondiales et le soutien financier consacré au secteur de l'énergie, pour le plus grand bénéfice du continent" et demande aux pays développés de fournir l'aide financière sous forme de subvention en vue de la mise en œuvre urgent de cette importante initiative ».**

**3- « D'étendre le bénéfice de cette initiative à tous les pays vulnérables en retard d'électrification pour l'accès à l'énergie pour tous ».**

C'est le sens de l'expression démocratique des chefs d'Etat de et gouvernement d'Afrique et le soutien que vous avez bien voulu si clairement leurs apporter.

Les annonces que vous avez bien voulu faire ce matin au nom de la France sont très importantes et nous ont confirmé votre total engagement à nos côtés. Nous savons pouvoir compter sur vous.

Veillez croire, Monsieur le Président, à l'expression de notre très haute considération et en notre grande confiance pour votre action.

Son Excellence  
FRANÇOIS HOLLANDE  
Président de la République, France  
PARIS

Lettre de M. Alpha Condé,  
Président de la République de Guinée  
à M. Jean-Claude Juncker,  
Président de la Commission européenne

*Présidence de la République*



*République de Guinée*  
*Travail - Justice - Solidarité*

N°: **039 / 2016** / PRG/SP

Conakry, le **7<sup>e</sup> MARS 2016**

*Le Président*

Monsieur le Président,

L'Union européenne est le premier contributeur de l'aide au développement de l'ensemble du continent africain. Cette aide très significative est indispensable. Aujourd'hui, nous devons ensemble trouver des cadres d'investissement pour ces aides qui permettront de voir un résultat plus positif encore du partenariat Europe-Afrique.

Ainsi l'énergie est la priorité absolue pour nous, car elle est le prérequis à l'accès à l'eau, à l'éducation, à la santé, à l'agriculture, aux emplois de service et industriels, à la lumière ainsi qu'à l'équilibre des territoires.

Comme vous le savez pour l'ensemble des chefs d'Etat et de Gouvernement d'Afrique cet enjeu est vital.

Nous avons travaillé sur cette question et avons délibéré à l'unanimité lors du Sommet de l'Union africaine du 15 juin 2015 pour prioriser cette aide au profit de l'énergie et de la lumière pour tous.

Le Parlement panafricain a soutenu de manière unanime cette démarche dans sa décision du 7 octobre 2015.

Le dit processus a fait l'objet de réunions de consensus :

- Déjeuner à l'Elysée des Chefs d'Etat africains, chefs de file, le 10 novembre 2015 ;
- Sommet « défi climatique et solutions africaines lors de la COP le 1<sup>er</sup> décembre 2015 ;
- Position commune des Chefs d'Etat africains adressée à la Présidence de la COP permettant l'inscription dans le document final de la COP 21 de l'électricité comme droit universel et « la nécessité de promouvoir l'énergie durable, dans les pays en développement, en particulier en Afrique ».

Le Sommet de « l'Union Européenne-Afrique des Partenariats sur l'énergie » qui se tiendra à Milan le 17 mai prochain est l'occasion d'établir, d'affiner la stratégie d'un tel partenariat.

**Monsieur Jean-Claude JUNCKER**  
**Président de la Commission européenne**  
**Rue La Loi 200 - 1040 BRUXELLES**  
**Belgique**

*Palais Sékhoutouréya 1 . Avenue de la République . B.P. 3746 - Conakry*

### *Le Président*

Un certain nombre de réunions et de contacts très constructifs ont déjà eu lieu avec les dirigeants des deux grandes Directions Générales Européennes concernées, - Coopération Internationale et Développement et Energie et Climat.

A noter que le commissaire Neven Mimican, Commissaire responsable pour la Coopération internationale et le Développement et le Commissaire Miguel Arias Canete pour Energie et Climat ont exprimé leur grand intérêt pour une telle approche commune entre l'Europe et l'Afrique, permettant la mise en place d'un plan « Lumière et Electricité pour tous » dans une démarche d'affirmation d'une stratégie européenne forte à destination de l'Afrique.

L'Afrique, continent qui a vu sa population multipliée par 5 depuis les indépendances et qui atteindra 2,2 milliards de personnes d'ici 30 ans, connaît malheureusement une situation dramatique en terme d'énergie puisque 750 millions d'Africains n'y ont pas accès.

Le soutien d'un plan massif d'électrification, voulu à l'unanimité par les dirigeants africains, que l'Europe pourrait épauler serait aussi un facteur de croissance majeure pour elle alors qu'à défaut, si la situation devait perdurer nous connaissons un risque de déstabilisation du continent africain qui ne s'arrêterait pas à ses frontières. L'Afrique représente un grand enjeu pour l'Europe, sa plus grande chance ou son plus grand échec.

Monsieur le Président, nous avons devant nous une opportunité unique dans l'histoire de nos continents de nous unir pour la construction d'un avenir commun.

Je souhaiterais que nous saisissons ensemble cette opportunité de travailler à l'écriture de l'histoire commune des peuples d'Europe et d'Afrique : bâtir un plan d'action « Euro-Afrique » en faveur de l'électrification du continent africain, c'est faisable en moins de 10 ans et les premiers résultats, extraordinairement significatifs, peuvent être atteints en 5 ans.

Afin de préparer ce Sommet de Milan si important, je serai extrêmement heureux de vous recevoir à Conakry.

D'ici là et en tout état de cause, je désigne mon ambassadeur à Bruxelles, Monsieur Ousmane SYLLA, qui sera épaulé par Monsieur BORLOO, pour qu'ils travaillent avec les personnalités de la Commission en charge afin qu'ils nous soumettent dans les meilleurs délais les conditions et modalités d'un plan stratégique que nous analyserons ensemble en préparation du sommet de Milan lors de notre prochaine rencontre.

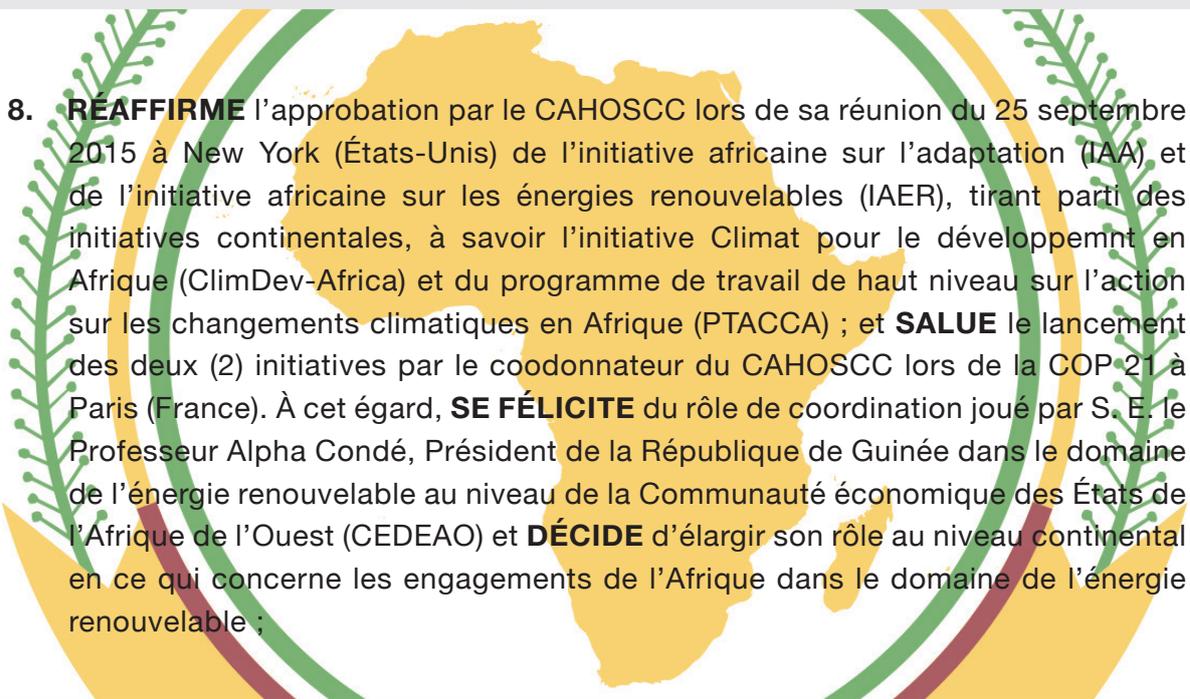
Veuillez croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma très haute considération et en ma grande confiance dans la force de votre engagement.



**PROFESSEUR ALPHA CONDE**



### Désignation du Président Alpha Condé comme *Porte-parole – coordinateur* du projet Énergies-Climat, Sommet des Chefs d'État de l'Union africaine, le 30 janvier 2016



8. **RÉAFFIRME** l'approbation par le CAHOSCC lors de sa réunion du 25 septembre 2015 à New York (États-Unis) de l'initiative africaine sur l'adaptation (IAA) et de l'initiative africaine sur les énergies renouvelables (IAER), tirant parti des initiatives continentales, à savoir l'initiative Climat pour le développement en Afrique (ClimDev-Africa) et du programme de travail de haut niveau sur l'action sur les changements climatiques en Afrique (PTACCA) ; et **SALUE** le lancement des deux (2) initiatives par le coordonnateur du CAHOSCC lors de la COP-21 à Paris (France). À cet égard, **SE FÉLICITE** du rôle de coordination joué par S. E. le Professeur Alpha Condé, Président de la République de Guinée dans le domaine de l'énergie renouvelable au niveau de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et **DÉCIDE** d'élargir son rôle au niveau continental en ce qui concerne les engagements de l'Afrique dans le domaine de l'énergie renouvelable ;

*Extrait de compte-rendu de la 26<sup>ème</sup> session ordinaire  
de la Conférence de l'Union Africaine  
30-31 janvier 2016 - Addis-Abeba (Ethiopie)*

# Un mouvement d'opinion très large

La Mairie de Paris a également apporté son chaleureux soutien au *Plan Énergie et Lumière pour Tous* par l'appel des Maires africains autour d'Anne Hidalgo, Maire de Paris, et de l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF).

La société civile française ainsi que les organisations syndicales et patronales, françaises et européennes ont elles aussi, exprimé un soutien ferme et public à la nécessité d'électrifier le continent. De même pour les principales ONG et notamment Électriciens Sans Frontières, Fondation Énergies Pour Le Monde, GERES, GRET, ADEA, Eau Vive Internationale, entres autres.

La campagne d'affichage des grands professeurs de médecine organisée par JCDecaux sur le thème *Pas de santé sans électricité* a éveillé les consciences parisiennes en novembre dernier.

## L'APPEL DES PROFESSEURS DE MÉDECINE



DE GAUCHE À DROITE ET DE HAUT EN BAS - PR. G. KHAYAT, PR. N. BODAERT, MR. J. L. BORLOO, PR. J.-N. FABIANI, PR. S. POI, DR. L. FORGEOFF, MR. YVES DARIAN (PRÉSIDENT DE SAUVER LA VIE), MR. E. PFRUNDER (DIRECTEUR IMAGE), PR. P. LEPRINCE, PR. C. JACQUOT, PR. J. ANDRÉ-SCHMITZ, PR. J. HAROCHE, PR. G. YERINS, DR. E. DUPUIS, PR. J. ARTELLO, PR. D. KHAYAT, PR. C. RADICAL, PR. E. THEVRYET, DR. C. HUGERON, PR. G. GRANGER, DR. M. LEVY-SOUSSAN, PR. P. BERCHI, PR. P. CAMOUB, PR. J.-P. TITTON, PR. C. KRAENIK, PR. J. ASSOULI, DR. N. SAUVE, PR. Y. DE PROST, PR. M. DENNIS ET PR. M. SERRAN.

PAS DE SANTÉ SANS ÉLECTRICITÉ

De nombreuses discussions et rencontres avec des grands économistes français et internationaux, et notamment Jean Tirole (Prix Nobel d'Économie 2014) et l'appel de soutien des économistes, autour de Jean-Charles Hourcade (Professeur au Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement - CIRED) et Franck Lecocq (Ingénieur en chef des Ponts, Eaux et Forêts et Directeur du CIRED) ont aussi éveillé des consciences.

De plus, une longue communication argumentée du Cercle des Économistes sur le thème *L'électrification africaine au secours de la croissance européenne* a également été rendue publique.

# Les partenaires de la Fondation

## Les institutions

- Sénat
- Assemblée Nationale
- Ministère des Finances
- Ministère des Affaires Étrangères
- CDC
- CDC International
- AFD (Agence Française de Développement)

## Les entreprises

- PARIS AÉROPORT (ex ADP)
- AKUO ENERGY
- BATIPART
- BOUYGUES
- CARREFOUR
- COFELY INEO - GDF SUEZ
- DALKIA
- DASSAULT
- EDF
- EIFFAGE
- EGIS
- ENEDIS (ex ERDF)
- ENGIE
- EREN
- GENERAL ELECTRIC
- GEOCOTON
- HUAWEI
- JCDECAUX
- NEXANS
- ORANGE
- OSCARO
- RTE
- SCHNEIDER ELECTRIC
- SNCF
- TOTAL
- VINCI
- VIVENDI
- VEOLIA

# Le Conseil d'administration

- Jean-Louis BORLOO, Président, ancien Ministre d'État (1)
- Yamina BENGUIGUI, ancienne Ministre déléguée, chargée des Français de l'étranger et de la Francophonie
- Célestine KETCHA COURTES, Maire de Bangangté (Cameroun)
- Oumou SALL SECK, Maire de Goundam (Mali)
- Yves JEGO, Député-Maire de Montereau-Fault-Yonne
- Paris MOURATOGLOU, co-fondateur du groupe EREN
- Gilles VERMOT-DESROCHES, Directeur Développement Durable, Schneider Electric
- Jeanny LORGEUX, Sénateur

# L'équipe du projet

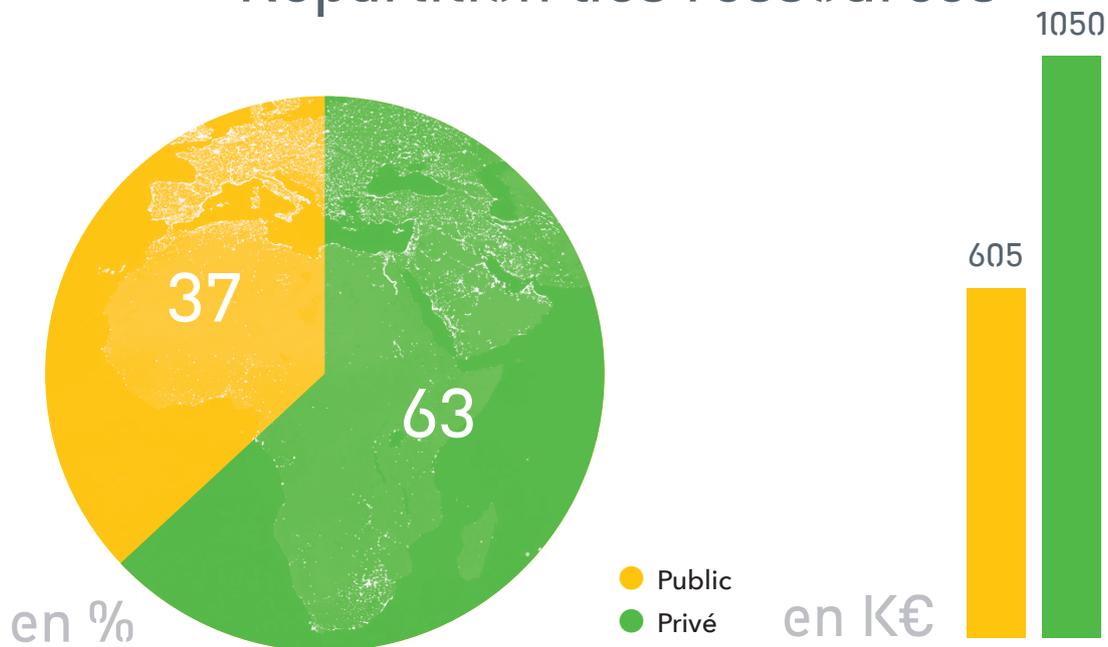
Pour porter son projet à travers les continents, Énergies pour l'Afrique s'est appuyée sur une équipe restreinte, en structure légère :

- 2 Olga JOHNSON, Secrétaire générale, ancienne directrice Réseau et Événements d'HEC Alumni
- 3 Kandeh YUMKELLA, conseiller du Président, ancien Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'initiative Énergie durable pour tous (Sustainable Energy for All), Agence de mobilisation pour l'énergie de l'ONU
- 4 Chantal COLLE, conseillère spéciale du Président de la République de Guinée
- 5 Smaila CAMARA, chargé de mission auprès du Président, ancien de CDC climat
- 6 Priscillia ANDRIEU, chargée de mission auprès du Président
- 7 Charlène KUFABA, chargée de communication
- 8 Stéphanie CHAMBON, secrétariat particulier du Président

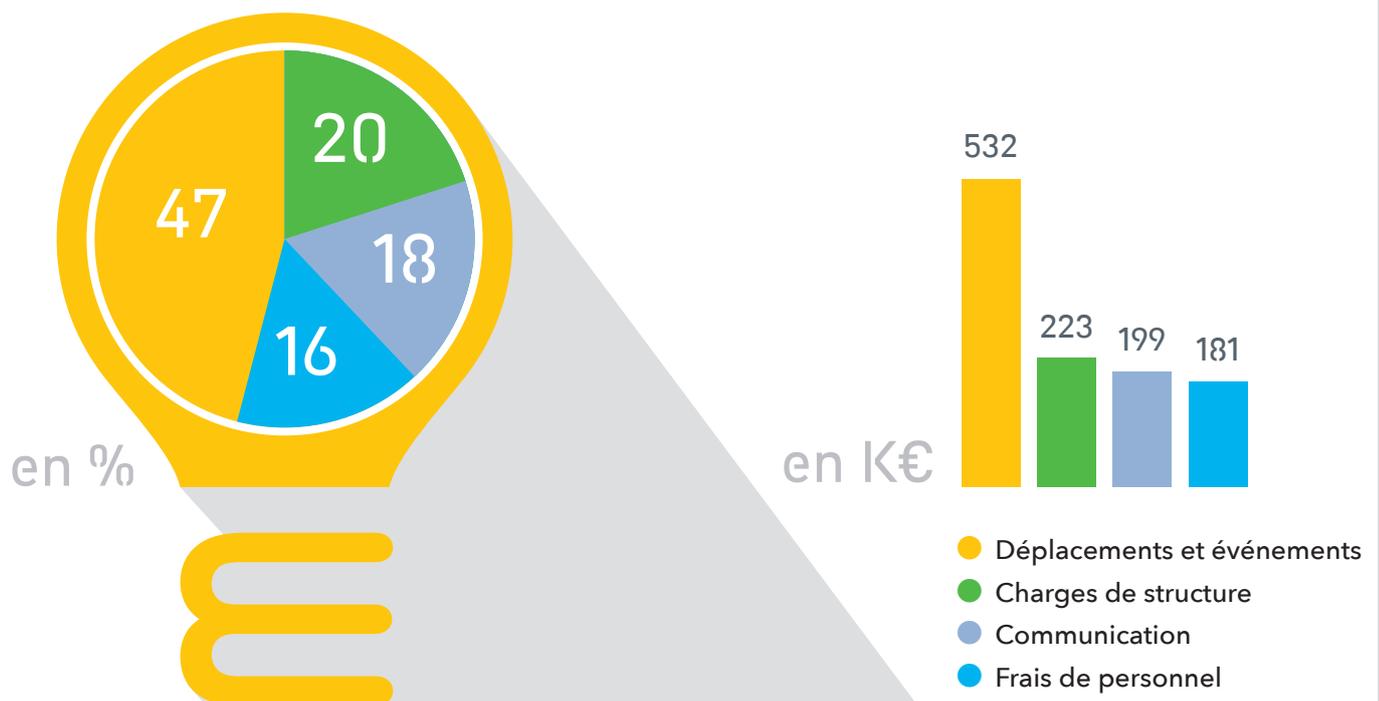


# Comptes 2015\*

## Répartition des ressources



## Utilisation des ressources



\* La présentation détaillée des comptes 2015 est à la disposition des institutions et des partenaires sur demande

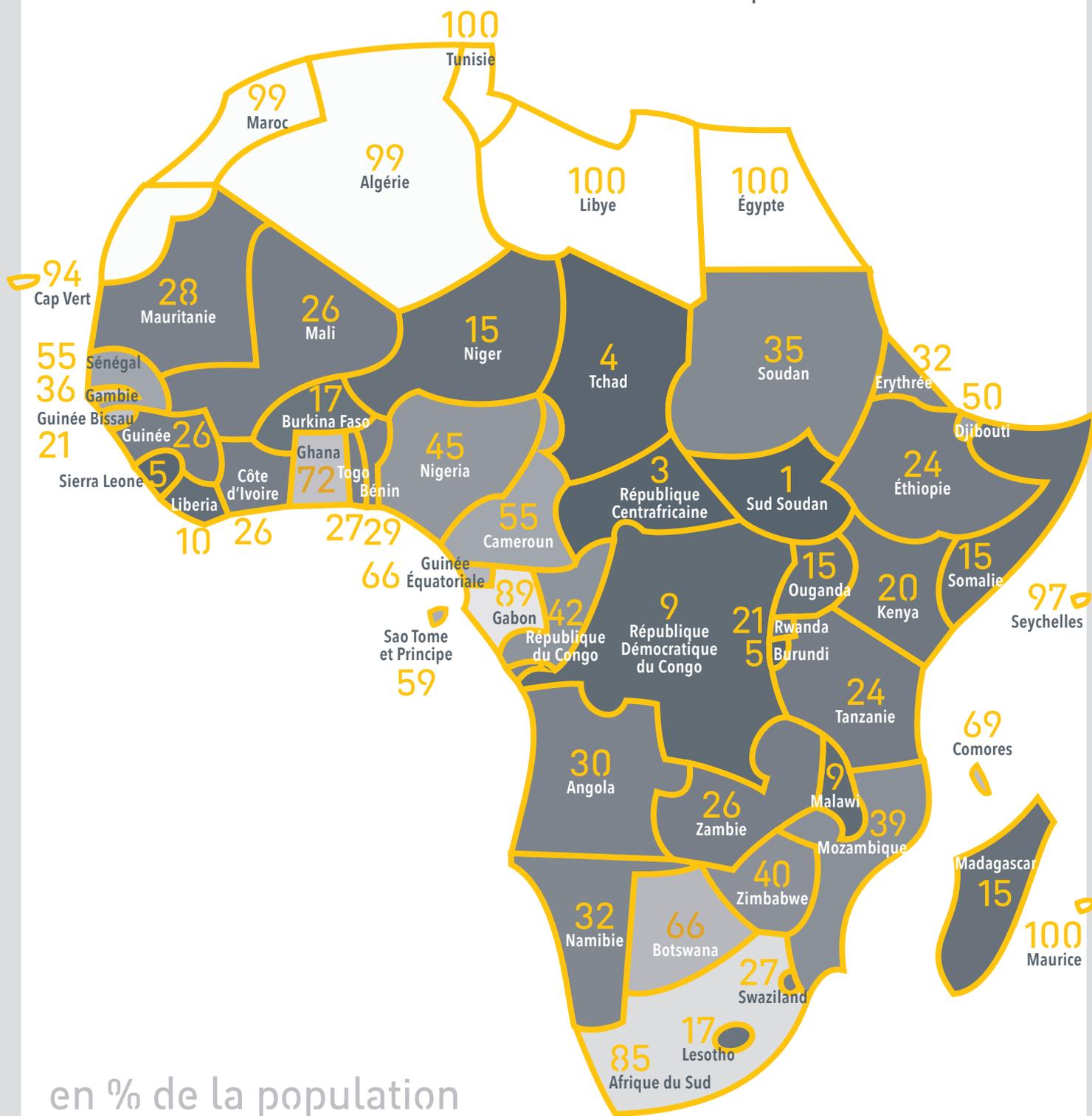
# Carte des taux d'accès à l'électricité en 2013

Source: IEA, World Energy Outlook 2015

Afrique 43 %

Afrique du nord 99 %

Afrique subsaharienne 32 %



en % de la population



31 rue de Penthièvre, F-75008 Paris  
Téléphone : +33 (0)1 86 21 65 51  
info@energiespourlafrique.org



[EnergiespourlAfrique.org](http://EnergiespourlAfrique.org)



[EnergiespourlAfrique](#)



[EnergiesAfrique](#)